Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Non-a-tous-les-traites

Non à tous les traités supranationaux de l'Europe

- Union Européenne - Référendum de 2005 - Après le 29 Mai -

Date de mise en ligne : jeudi 9 juin 2005

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

APRES LE NON POPULAIRE A L'EUROCONSTITUTION TRANSFORMONS L'ESSAI : NON A TOUS LES TRAITES SUPRANATIONAUX DE L'EUROPE CAPITALISTE, RETRAIT DES CONTRE-REFORMES NEOLIBERALES ADOPTEES DEPUIS MAASTRICHT !

Jean-Pierre Hemmen, président-délégué du PRCF, Georges Gastaud, porte-parole national

Samedi 4 juin 2005.

[JPEG - 18.3 ko] Renouant avec ses traditions rebelles, le peuple français a envoyé promener la constitution supra-nationale et tous ses promoteurs, « UMPS », MEDEF, Commission européenne, « grands journalistes » des media. A l'avant-garde de cette victoire historique se trouve à nouveau la classe ouvrière, et avec elle la masse des employés, des paysans, des artisans et bon nombre de jeunes et d'intellectuels.

Non seulement le peuple français n'a pas commis un hors-sujet en refusant l'euro-constitution, mais il a lucidement fait le lien entre la politique gouvernementale, l'intégration européenne et la constitution supranationale dont l'enjeu central était d'instituer un Etat supranational, véritable Empire européen du grand capital dangereux pour le progrès social, la démocratie et la paix.

La première leçon à tirer du scrutin est que la direction maastrichtienne du pays est entièrement délégitimée, qu'il s'agisse de Chirac, le président félon qui a signé un texte antinational, de la masse des parlementaires, qui ont adopté ce texte sans aucun mandat constituant des électeurs, ou des institutions supranationales, que le peuple français regarde désormais avec une hostilité déclarée.

Le désaveu frappe également le Parti « socialouiste » qui, une fois de plus, a préféré servir l'Europe de Maastricht, plutôt que la classe laborieuse et la nation.

Les dirigeants syndicaux affiliés à la CES subissent également un camouflet, qu'il s'agisse du jaune Chérèque ou de l'état-major euro-complaisant de la CGT qui, à la suite de Thibault, a contourné l'appel au Non démocratiquement lancé par son organisation.

Tous les vrais syndicalistes sont objectivement confrontés à la tâche de rompre au plus tôt avec cette courroie de transmission patronale qu'est la CES : il y va de l'avenir du syndicalisme de classe et de masse en France et en Europe.

La seconde leçon,- n'en déplaise aux ténors « euroconstructifs » du Non de gauche, c'est que la constitution de l'Etat supranational étant rejetée sans appel, la République française continue et fait un pas important vers la reconquête de sa souveraineté politique. Notre peuple est désormais plus fort pour rejeter l'ensemble des traités supranationaux atlantiques (OTAN) et européens. L'heure n'est pas à se replier sur le néfaste traité de Nice ; non à TOUS les traités supranationaux : Maastricht, Nice, pacte de stabilité monétaire, accords de Lisbonne et Barcelone, etc.

Il faut également exiger tous ensemble et en même temps l'annulation des contre-réformes Raffarin-Fillon-Douste, la re-nationalisation intégrale des services publics privatisés par Jospin et Chirac, l'abrogation des plans de

Copyright © Le Vénissian

délocalisation et de licenciement, l'augmentation du pouvoir d'achat des petits et moyens salaires, la priorité budgétaire absolue pour l'Education nationale et la Santé publique, la nationalisation sans indemnités des entreprises qui licencient ou délocalisent.

Pour cela, point n'est besoin d'attendre 2007 ou le prochain sommet européen ; il faut tout de suite construire un « juin caniculaire » contre le pouvoir chiraquien, quel que soit le nouveau premier ministre choisi par Chirac, et contre la commission de Bruxelles, sans laisser ces serviteurs du grand patronat reprendre l'initiative politique.

Il faut également fédérer les comités populaires pour le non en les transformant en comités de résistance populaire. Dans cet esprit, le PRCF propose d'organiser le 14 juillet prochain, anniversaire de la prise de la Bastille, du 14 juillet 1935 (lancement du Front populaire) et du 14 juillet 1945 (Etats Généraux de la Renaissance Française à l'initiative du CNR) les Etats Généraux de la Résistance à l'eurolibéralisme.

En même temps, le PRCF met en garde contre le piège tendu au peuple par certains ténors du Non : derrière le mot d'ordre de « renégociation de la constitution », Emmanuelli, la LCR, Fabius, M.-G. Buffet, etc. offrent un oral de rattrapage à l'euroconstitution ; ils veulent éviter à tout prix que la France ne rompe avec l'U.E. du capital ce qui revient par d'autres voies, à liquider l'indépendance de la France, condition du changement social ! Or il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de bonne Europe capitaliste !

Aider à construire un Empire européen, fût-ce au prix d'une pseudo-« constitution re-négociée » et d'un inconsistant « volet social », ce serait compromettre notre peuple dans les pires aventures bellicistes à venir ! Plus que jamais, le PRCF continuera sa campagne contre toute constitution supranationale : la seule bonne Europe, c'est l'Europe des luttes sociales et démocratiques CONTRE les traités supranationaux ! Sortie de la France de l'U.E. du grand capital, vive l'Europe des luttes !

C'est pourquoi le PRCF propose à tous ceux qui refusent les Etats-Unis impérialistes d'Europe, de construire un Front pour la résistance et l'alternative populaire qui se fixerait pour but de restaurer l'indépendance nationale, de reconquérir l'emploi, les acquis et les services publics, de tisser des coopérations avec tous les peuples sans crainte d'affronter la domination du grand capital sur la société et d'aller vers la rupture avec le capitalisme.

Seule organisation nationale à avoir mené la bataille du Non sur des bases franchement communistes en unissant le drapeau rouge au drapeau tricolore dans la perspective du socialisme, le PRCF invite les communistes, les jeunes révolutionnaires, les syndicalistes combatifs, à rejoindre ses rangs pour faire renaître en France le vrai parti communiste, qui fait défaut aux travailleurs pour en finir avec l'exploitation capitaliste et libérer le mouvement populaire de la tutelle mortelle de la social-eurocratie

Copyright © Le Vénissian